



Nouvelle législature: saisir les chances

Pour la législature qui a débuté, economiesuisse attend du Conseil fédéral et du Parlement qu'ils fassent avancer, de manière décidée, les prochaines réformes de politique économique. Dans le dossier européen, il s'agira de tirer profit des préparatifs prometteurs et d'entamer maintenant les négociations. En politique intérieure aussi, il faudra faire des choix politiques importants. La Suisse doit ainsi parvenir à mieux utiliser le potentiel de main-d'œuvre indigène. L'économie s'oppose à un développement irresponsable et coûteux de la prévoyance vieillesse. economiesuisse dit donc clairement non à l'initiative pour une 13^e rente AVS.

La conférence de presse annuelle d'economiesuisse, la faïtière des petites et grandes entreprises suisses, s'est tenue aujourd'hui sous le signe de la nouvelle législature. «Cette législature offre des opportunités», a souligné Christoph Mäder, président d'economiesuisse. Dans de nombreux domaines de politique économique, tout est en place. Il s'agit maintenant de marquer des points.

Politique européenne: le moment est venu de négocier

En ce qui concerne la politique européenne, le Conseil fédéral est parvenu à créer, après d'intenses discussions exploratoires, une situation favorable pour les négociations en vue d'un paquet d'«accords bilatéraux III». Des progrès considérables ont été réalisés par rapport à l'accord-cadre. L'approche par paquet choisie par le Conseil fédéral convainc, car les questions en suspens sont réglées de manière sectorielle dans chaque accord et que ce paquet comprend de

nouveaux accords importants, notamment dans le domaine de l'électricité. «Ce qui compte, c'est que le Conseil fédéral démarre maintenant les négociations et qu'il présente au Parlement un paquet convaincant qui permettra de stabiliser les relations avec le principal partenaire commercial de la Suisse», a déclaré Christoph Mäder. Le paquet d'«accords bilatéraux III» est une chance qu'il faut saisir pendant la nouvelle législature.

Pénurie de main-d'œuvre: mieux utiliser le potentiel indigène

La pénurie de main-d'œuvre représente un défi majeur pour les entreprises suisses. Les milieux économiques et politiques doivent prendre des mesures ciblées pour mieux utiliser le potentiel de main-d'œuvre indigène. Mieux elle l'utilisera, moins la Suisse sera dépendante de la main-d'œuvre étrangère. Avec une action commune des forces bourgeoises et libérales, il sera possible de faire bouger les choses pendant cette législature. Des incitations inopportunes et des obstacles inutiles pour les travailleurs doivent être éliminés. Il faut encore améliorer la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Les personnes qui souhaitent travailler plus longtemps doivent pouvoir le faire facilement. C'est la raison pour laquelle economiesuisse soutient également l'initiative sur les rentes soumise en votation le 3 mars prochain. Un autre levier important est l'accroissement de la productivité du travail. Automatiser et numériser des processus de travail permet d'améliorer l'efficacité dans les entreprises. Il est essentiel que ces dernières bénéficient d'un environnement compétitif et puissent utiliser les nouvelles technologies. Il faut, enfin, enrayer la forte demande de l'État pour accroître la main-d'œuvre administrative, car il est grand temps de freiner la multiplication du nombre de postes dans la fonction publique.

Au vu de l'évolution démographique, le potentiel de main-d'œuvre indigène ne sera pas totalement suffisant. «Si nous souhaitons, d'une part, maintenir la prospérité et les standards actuels en matière de services et, d'autre part, continuer à nous développer en tant qu'économie – ce qui est le cas –, nous aurons également besoin de main-d'œuvre spécialisée étrangère», a déclaré Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse. La libre circulation des personnes avec l'UE, qui permet une immigration en phase avec les besoins du marché du travail, nous aide à la trouver. economiesuisse estime que des propositions telles qu'une taxe sur l'immigration, qui ne sont pas compatibles avec la libre circulation des personnes avec l'UE, ne produiraient pas l'effet escompté. «C'est pourquoi l'économie rejette fermement les propositions impliquant de dénoncer la libre circulation des personnes», a souligné Monika Rühl.

13^e rente AVS: l'initiative des syndicats réduit le pouvoir d'achat

L'AVS est un pilier majeur du système de prévoyance vieillesse, mais elle est financièrement instable depuis des années. La TVA a été relevée en début d'année afin de stabiliser temporairement l'AVS. Cette hausse d'impôts pèse toutefois aussi sur le pouvoir d'achat. C'est pourquoi il faut éviter d'autres augmentations d'impôts. C'est pourtant bien une nouvelle hausse d'impôts qui sera soumise en votation en mars: si les votants suisses acceptent l'initiative des syndicats pour une 13^e rente AVS, cela entraînera des coûts annuels supplémentaires de quelque

5 milliards de francs. Ces dépenses devront être financées par un nouveau relèvement de la TVA ou des cotisations salariales. Le pouvoir d'achat de la population serait ainsi à nouveau réduit et l'AVS se retrouverait dans une situation financière encore plus précaire. economiesuisse s'oppose donc clairement à ce développement des prestations irresponsable et coûteux.